

FI422

U

AFS-SANCTIONS

AFS-SANCTIONS

CANBERRA (AFP) - LE PREMIER MINISTRE AUSTRALIEN, M. BOB HANKE, A DEMANDÉ LUNDI LE MAINTIEN DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES ET SPORTIVES CONTRE L'AFRIQUE DU SUD, DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'APARTHEID, À L'OUVERTURE, À CANBERRA, DE LA RÉUNION DE TROIS JOURS DU COMITÉ DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU COMMONWEALTH CONSACRÉE À L'AFRIQUE DU SUD.

LES SANCTIONS "SONT UN MOYEN D'AMENER L'AFRIQUE DU SUD À LA RAISON, ET NON PAS DE LA METTRE À GENOUX", A INDICÉ M. HANKE. LE COMITÉ, QUI VA PRÉPARER LE SOMMET DU COMMONWEALTH DE KUALA LUMPUR, EN OCTOBRE, DOIT SPÉCIFIER QUE LES SANCTIONS CONTRE L'AFRIQUE DU SUD DOIVENT ÊTRE MAINTENUES POUR ABOUTIR À L'ABOLITION DE LA POLITIQUE DE SÉGRÉGATION RACIALE, A DÉCLARÉ LE PREMIER MINISTRE.

LE COMITÉ, QUI EST COMPOSÉ DES MINISTRES AUSTRALIEN, CANADIEN, GUYANAIS, INDIEN, NIGÉRIAN, TANZANIEN, ZAMBIEN ET ZIMBABHÉEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A ÉTÉ CRÉÉ EN 1987 À VANCOUVER POUR RENFORCER LA POLITIQUE DU COMMONWEALTH (ALLIANCE DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE 46 DE SES ANCIENNES COLONIES) ENVERS L'AFRIQUE DU SUD.

SELON M. HANKE, L'APPARITION DE CHANGEMENTS EN AFRIQUE DU SUD, COMME L'ACCÈS DE JEUNES NOIRS À DES SPORTS COMME LE RUGBY ET LE CRICKET, NE DOIT PAS CACHER LA RÉALITÉ D'UNE SOCIÉTÉ QUI CONTINUE DE CONSIDÉRER LES HOMMES DE COULEUR COMME DES CITOYENS DE DEUXIÈME CLASSE.

SELON LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU COMMONWEALTH, M. SHRIDATH RAMPHAL, LES TRAVAUX DU COMITÉ "MONTRENT LA VÉRITABLE NATURE DE MESURES VRAIMENT DÉCEVANTES CONTRE CE QUE POURTANT LE MONDE ENTIER CONDAMNE".

PENDANT SA SESSION, LE COMITÉ VA EXAMINER L'EFFICACITÉ DES SANCTIONS QUI ONT ÉTÉ PRISES CONTRE PRÉTORIA, AINSI QUE LES MOYENS DE FAIRE PRESSION ÉCONOMIQUEMENT SUR L'AFRIQUE DU SUD, EN PARTICULIER À PROPOS DE SA DETTE EXTÉRIEURE.

SELON LE PRÉSIDENT DU COMITÉ, LE CANADIEN JOE CLARK, LE COMMONWEALTH DÉSIRE UNE ÉVOLUTION DU RÉGIME SUD-AFRICAIN VERS UN GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF DE LA POPULATION, LA LIBÉRATION DE NELSON MANDELA (LE CHEF HISTORIQUE DU CONGRÈS NATIONAL AFRICAIN EMPRISONNÉ DEPUIS 27 ANS), LA SUPPRESSION DE L'INTERDICTION DES GROUPES POLITIQUES NOIRS ET LA FIN DE L'ÉTAT D'URGENCE".

"NOUS NE NOUS ARRÊTERONS PAS AVANT D'AVOIR VU DES MESURES CONCRÈTES, ET NON DE SIMPLS DISCUSSIONS À PROPOS D'UN CHANGEMENT FONDAMENTAL", A-T-IL AJOUTÉ.

AL16

4955ET 07-08-89

(196)